



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 27 septembre 2012
Numéro 185

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Bazar électoral au détriment de Taëf

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Explosion et assaut contre le siège de l'état-major général syrien. Brahimi tente de réunir l'opposition et le régime

Al Akhbar (proche de la gauche)

L'hérésie de Sader et Bouji

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

La loi électorale à la case départ

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Début du compte à rebours pour affronter «la loi électorale» du Hezbollah sous le dôme du Parlement

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Les rebelles frappent au cœur de Damas

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

Echec d'une tentative terroriste d'occuper le siège de l'état-major. Les assaillants tués ou capturés

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Un attentat suicide secoue la capitale et frappe «la colonne vertébrale du régime»

L'événement

Ahmadinejad et Morsi sur la même longueur d'onde à New York

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et son homologue égyptien Mohammad Morsi, étaient sur la même longueur d'onde, hier, à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, dénonçant le bellicisme d'Israël et ses menaces d'attaquer l'Iran.

Le président Ahmadinejad, qui prononce son dernier discours à l'Onu avant la fin de son second mandat, a accusé les Occidentaux et Israël de chercher à "intimider" l'Iran "aux moyens d'armes nucléaires". "Les menaces persistantes brandies par les sionistes incultes de recourir à l'action militaire contre notre grande nation illustre clairement cette amère réalité", a-t-il déclaré à la tribune de l'Assemblée générale. Avant le début de son discours, la délégation américaine avait quitté la salle.

"La course aux armements et l'intimidation aux moyens d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive par les puissances hégémoniques prévalent", a affirmé M. Ahmedinejad. "Tester de nouvelles générations d'armes ultramodernes et menacer de les brandir le moment venu est devenu une nouvelle manière de menacer les nations pour les forcer à accepter l'hégémonie", dit le président iranien, qui a basé son discours sur la paix et la justice.

Pour sa part, le président Mohammad Morsi a critiqué Israël pour ses menaces implicites contre les installations nucléaires iraniennes et pour ses "activités de colonisation" dans les territoires palestiniens.

M. Morsi a été très applaudi pour cette première apparition à la tribune de l'Assemblée générale de l'Onu depuis qu'il a accédé à la présidence en juin. Sans mentionner explicitement l'arsenal d'Israël, seule puissance nucléaire au Moyen-Orient, M. Morsi a affirmé que le Proche-Orient "ne peut pas tolérer plus longtemps" le refus d'un pays, quel qu'il soit, de rejoindre le Traité de non-prolifération, "surtout si cela s'accompagne de politiques irresponsables ou de menaces arbitraires". "L'accord tacite donnée par la communauté internationale au principe de frappes préventives, ou les tentatives pour les légitimer, constituent un sujet grave qui doit être fermement remis en question si on veut éviter que la loi de la jungle ne prévale", a-t-il déclaré.

M. Morsi a aussi estimé que le conflit israélo-palestinien devait être une priorité pour la communauté internationale, avant même la crise syrienne. "Le premier dossier que le monde doit s'efforcer de résoudre sur la base de la justice et de la dignité est la cause palestinienne", a-t-il déclaré.

Les Palestiniens doivent pouvoir "goûter aux fruits de la liberté et de la dignité", à l'instar des pays du Printemps arabe, a-t-il affirmé. Il a aussi estimé "déplorable que les activités de colonisation israélienne se poursuivent sur les territoires" palestiniens.

Depuis l'accession de M. Morsi à la présidence, un lent mouvement de rapprochement entre l'Egypte et l'Iran a été amorcé après une rupture de plus de trois décennies. Les deux pays affichent une volonté de coopérer, notamment sur le dossier syrien, au grand dam des pétromonarchies arabes. L'Egypte a proposé la création d'un groupe de contact quadripartite formé avec la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Iran, estimant que Téhéran "peut faire partie de la solution", alors que les Occidentaux et leurs alliés du Golfe refusent tout rôle iranien.

An Nahar

Rosanna Bou Mouncef, journaliste proche du 14-Mars

Les prises de positions exprimées à la tribune de l'Assemblée générale de l'Onu ont constitué, pour ceux qui suivent le dossier syrien, une preuve flagrante de l'impasse à laquelle est confrontée la communauté internationale au sujet des événements en Syrie. Aucun indice n'est apparu sur des tractations politiques qui se dérouleraient ouvertement ou en coulisse en vue de trouver une solution à la crise syrienne. Cette conclusion s'est manifestée non seulement dans l'évaluation de l'émissaire de l'Onu, Lakhdar Brahimi, qui a affirmé qu'il ne disposait pas de plan pour la Syrie, mais aussi dans les discours prononcés par les différents dirigeants influents sur la scène mondiale.

Des experts affirment que la période d'attente est liée à la fin de l'élection présidentielle en Syrie, pour savoir si Barack Obama sera élu pour un deuxième mandat, ce qui lui accorderait une plus grande marge de manœuvre dans le dossier syrien. D'autant que les grandes puissances attendent les résultats de l'élection pour prendre les décisions adéquates, car elles hésitent à conclure un accord avec un président qui serait en partance, préférant négocier avec un nouveau président. Mais ces experts craignent que l'élection présidentielle américaine ne soit qu'une échéance illusoire qui s'ajouterait à tous les autres rendez-vous considérés comme étant décisifs pour le règlement de la crise syrienne. En réalité, la fin de cette consultation aux Etats-Unis n'apporterait rien de nouveau dans une crise complexe qui est appelée à se prolonger et qui nécessite beaucoup d'efforts.

L'Orient-Le Jour

Le pèlerin chiite libanais, Awad Ibrahim, qui a été relâché mardi par ses ravisseurs en Syrie quatre mois après son enlèvement, est arrivé mercredi à l'aéroport de Beyrouth en provenance d'Istanbul à bord d'un avion de la Turkish Airlines.

Il a été accueilli par le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel avant de rejoindre ses proches dans sa maison familiale à Hay el-Sellom, dans la banlieue-sud où un accueil populaire lui a été réservé. "J'espère que tous les libanais retenus en Syrie rentreront bientôt", a déclaré à l'aéroport M. Charbel, en remerciant l'ancien Premier ministre Saad Hariri pour les efforts déployés dans le cadre de la libération des pèlerins. Onze pèlerins libanais avaient été enlevés en mai par un groupe rebelle dans la région d'Alep, dans le nord de la Syrie, alors qu'ils rentraient d'un pèlerinage en Iran. Hussein Ali Omar avait été relâché le 25 août en geste de bonne volonté après une médiation des ulémas musulmans.

Abou Ibrahim, le chef des ravisseurs qui ont enlevé le groupe de pèlerins libanais, a déclaré mardi à la chaîne al-Jadeed que "l'affaire des neuf pèlerins toujours en captivité est close et le rôle de la Turquie à ce sujet est terminé". Selon al-Jadeed, Abou Ibrahim réclame des excuses du secrétaire général de Hezbollah au peuple syrien avant de reprendre les négociations sur le sort des neuf otages restant.

Le président Michel Sleiman s'est félicité mardi de la libération de Awad Ibrahim: "J'espère que ses camarades seront également libérés le plus tôt possible", a affirmé M. Sleiman tout en assurant que "l'État poursuivra ses contacts afin d'obtenir leur libération". Le président a également promis que les autorités vont poursuivre leurs efforts afin de libérer les citoyens enlevés à l'intérieur du pays et traduire les ravisseurs en justice.

Outre ces pèlerins, un autre Libanais, Hassan al-Moqdad, a été enlevé en Syrie, provoquant en représailles les rapt par son clan de dizaines de Syriens et d'un Turc se trouvant au Liban et la fermeture temporaire par des manifestants de l'autoroute conduisant à l'aéroport de Beyrouth, le 15 août.

Le 13 septembre, les forces de sécurité libanaises ont arrêté Maher al-Moqdad, le porte-parole du clan, lors d'une opération-surprise qui s'est déroulée sans incident dans la banlieue sud de Beyrouth. Cette arrestation est intervenue après le coup de filet de l'armée libanaise, quelques jours plus tôt, contre les Moqdad, à Roueiss. Conformément à une décision de justice, l'armée s'était alors livrée à une série de perquisitions, procédant à plusieurs arrestations, au sein de l'autre des Moqdad.

ILS ONT DIT...

Nabih Berry, président du Parlement libanais

"Il est nécessaire d'accélérer l'adoption de la loi électorale. Elle doit être en conformité avec l'accord de Taëf. Je ne m'opposerai pas à une loi électorale proposée par les chrétiens.

Ali Abdel Karim Ali
ambassadeur de Syrie au Liban

"Nous nous félicitons des appels lancés par la table de dialogue et le gouvernement à l'Armée libanaise de sécuriser la frontière libano-syrienne et de poursuivre ceux qui veulent porter atteinte à la sécurité du Liban. Il est dans l'intérêt du Liban, de sa stabilité et de ses relations avec la Syrie de ne pas permettre la contrebande d'armes parce que des parties étrangères veulent porter atteinte à la sécurité syrienne et veulent que le sang syrien soit versé.

Talal Arslan, député et leader druze libanais (8-Mars)

"Une nouvelle alliance est née spontanément entre la Chine, la Russie et l'Iran, et cette alliance va changer la face du monde.

Mouncef al-Marzouki,
président tunisien

"Une opération de maintien de la paix par des pays arabes, oui, c'est envisageable. On va vraiment pousser tout ce qui est de l'ordre de la solution pacifique, mais s'il le faut, il faut qu'il y ait une force d'intervention de maintien de la paix arabe, oui.

Série de rencontres pour Chatah à Washington

Mohammad Chatah, conseiller des anciens Premier ministre Fouad Siniora et Saad Hariri s'est rendu à Washington où il eu plusieurs rencontres avec des responsables de l'administrations et des décideurs. Cité par le quotidien Al-Hayat, M. Chatah a déclaré que "tous les conflits de la région sont réunis au Liban".

Un militant chiite tué en Arabie saoudite

Un militant chiite saoudien, Khaled Abdel Karim Al-Labbad, a été tué lors d'un échange de tirs avec les forces de l'ordre, a annoncé un porte-parole du ministère de l'Intérieur. Des militants et des défenseurs des droits de l'Homme ont cependant affirmé que Labbad avait été tué lors d'une perquisition menée à son domicile.

Ansar al-Islam, un groupe proche d'Al-Qaïda

Le groupe fondamentaliste sunnite, Ansar al-Islam, qui a revendiqué l'attaque contre le siège de l'état-major de l'armée syrienne à Damas, mercredi, tient un discours sectaire anti-alaouite. Proche d'Al-Qaïda, il est cependant distinct du Front al-Nosra, considéré comme étant la branche syrienne de l'organisation fondée par Ben Laden. Le mode opératoire de l'attaque ressemble à celui des taliban d'Afghanistan, avec une attaque-kamikaze à la voiture piégée, suivie d'un assaut mené par un commando suicide qui se bat jusqu'à la mort. Ansar al-Islam a revendiqué plusieurs attaques contre des cibles militaires et sécuritaires du régime syrien. Mardi, l'un de ses chefs, Abou Moezz, a annoncé avoir fait exploser une école utilisée à Damas par l'armée et des milices pro-gouvernementales.

As Safir

Les portes du bazar électoral ont été grandes ouvertes et les «ciseaux» ont commencé à sévir dans la géographie libanaise, conformément aux intérêts et aux mesures de chaque camp politique. Il est clair que toutes les parties sont descendues de tout le leur poids dans l'arène de la loi électorale.

Les commissions parlementaires conjointes commencent aujourd'hui l'examen du projet de loi transmis par le gouvernement, basé sur la proportionnelle. Les chrétiens du 14-Mars se préparent, eux, à proposer un projet comportant 50 circonscriptions, dont les chances sont minimales en raison de la forte opposition exprimée par les différentes composantes de la majorité.

Le député Georges Adwan a affirmé que le découpage proposé par les chrétiens du 14-Mars bénéficie du soutien de tous les membres du comité de Bkerké. Mais des sources du Courant patriotique libre et des Marada ont indiqué que le député Alain Aoun et l'ancien ministre Youssef Saadé, membres de ce comité, n'ont aucune idée du projet en question et n'en n'ont pas été informé. Ces sources ont assuré que le débat au sein du comité de Bkerké a porté sur les petites circonscriptions sans aboutir à un accord à cause des divergences sur le découpage, à l'exception de celle du Kesrouan. En revanche, un accord a été conclu au sujet du projet de la proportionnelle avec 15 circonscriptions, comme l'un des choix possibles. Les sources précitées ont ajouté que MM. Aoun et Saadé sont disposés à participer à toute réunion qui serait convoquée par le patriarche Béchara Raï, soulignant que le CPL et les Marada sont prêts à convaincre leurs alliés d'accepter le projet de la proportionnelle avec 15 circonscriptions, si le but est d'adopter une loi à dimension nationale. Si c'est la représentativité chrétienne authentique qui devait primer, ils appuient le projet de la Rencontre orthodoxe (chaque communauté élit ses propres députés, ndlr). Ces sources ajoutent que le projet des 50 circonscriptions a été créé sur mesure pour le 14-Mars, pour servir les intérêts de cette coalition et non pas ceux des chrétiens.

Dans ce contexte, le président du Parlement, Nabih Berry, a déclaré à l'ancien Premier ministre Fouad Siniora lors de leur rencontre que tout découpage électoral doit être basé sur l'esprit de Taëf.

AFP et Ria Novosti (Agence de presse russe)

Le président russe, Vladimir Poutine, a estimé hier qu'il était temps pour les puissances mondiales de «tirer les leçons» des effets de leur politique au Proche-Orient et en Afrique du Nord, selon une dépêche de l'AFP. «Les tentatives de substituer aux principes des Nations unies des actions unilatérales et a fortiori le recours à la force au mépris de la Charte de l'Onu ne mènent à rien de bon», a ainsi souligné le président russe lors d'une cérémonie au Kremlin où il accueillait de nouveaux ambassadeurs étrangers, ajoutant que ces politiques «sèment l'instabilité et le chaos. Les événements nous ont donné ces derniers temps la preuve de cette vérité. Il est temps d'en tirer enfin les leçons», a-t-il en outre martelé.

L'Assemblée générale de l'Onu actuellement en cours à New York est «une bonne occasion» de prendre conscience de la nécessité de respecter les règles des Nations unies, dont les principes de «respect de la souveraineté» et de l'«égalité de tous les États», a-t-il encore déclaré. Le président russe n'a pas fait référence directement au conflit syrien, le dossier le plus brûlant sur lequel Moscou s'oppose aux Occidentaux. «L'incitation sous toutes ses formes à la violence pour le renversement d'un régime ne mène qu'à l'impasse. La violence engendre la violence».

Pour sa part, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a déclaré qu'il n'y a pas de solution militaire au problème syrien, lors de la réunion ministérielle du Conseil de sécurité des Nations unies pour le Proche-Orient, dont les détails sont rapportés par l'agence de presse russe Ria Novosti. «J'appelle tous les pays influents à persuader toutes les parties (en Syrie) qu'il n'y a pas de solution militaire à cette crise», a indiqué M. Ban Ki-moon. Selon lui, la situation en Syrie représente une menace pour toute la région du Proche-Orient.

Pour sa part, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que certains pays souhaitent renoncer aux accords atteints lors de la réunion ministérielle sur la Syrie tenue à Genève le 30 juin dernier.